

print

François : «Le pape de Washington» ? Le cardinal Jorge Mario Bergoglio et «la guerre sale» d'Argentine

De [Prof Michel Chossudovsky](#)

Global Research, mars 17, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/francois-le-pape-de-washington-le-cardinal-jorge-mario-bergoglio-et-la-sale-guerre-dargentine/5326969>

Le conclave du Vatican a élu le pape François, le cardinal Jorge Mario Bergoglio.

Qui est Jorge Mario Bergoglio?

En 1973, il a été nommé « Provincial » de l'Argentine pour la Société de Jésus (Ordre des Jésuites).

À ce titre, Bergoglio était le plus haut représentant des Jésuites en Argentine durant la dictature militaire menée par le général Jorge Videla (1976-1983).

Il est devenu plus tard évêque puis archevêque de Buenos Aires. Le pape Jean Paul II l'a élevé au rang de cardinal en 2001.

Lorsque la junte militaire a renoncé au pouvoir en 1983, le nouveau président élu, Raul Alfonsin, a organisé une commission de la vérité au sujet des crimes de la « sale guerre » (*la guerra sucia*) argentine.

La junte militaire argentine a été soutenue clandestinement par Washington.

Le secrétaire d'État étasunien de l'époque, Henry Kissinger, a joué un rôle en coulisses dans le coup d'État militaire de 1976.

L'adjoint en chef de Kissinger en Amérique latine, William Rogers, lui avait dit deux jours après le coup d'État: « [Nous devons nous attendre à une bonne dose de répression, probablement pas mal de sang va couler rapidement en Argentine](#) » ([National Security Archive](#), 23 mars 2006.)

“Opération Condor”



Ironiquement un procès majeur s'est ouvert à Buenos Aires le 5 mars 2013, une semaine avant que le cardinal Bergoglio ne devienne pape. Le procès en court a pour but « d'examiner la totalité des crimes commis dans le cadre de l'opération Condor, une campagne de grande envergure coordonnée par des dictatures latino-américaines soutenues par les États-Unis dans les années 1970 et 1980, et visant à traquer, torturer et assassiner des dizaines de milliers d'opposants de ces régimes ».

Pour plus de détails, consulter: [Operation Condor: Trial On Latin American Rendition And Assassination Program](#), [Carlos Osorio](#) et [Peter Kornbluh](#), 10 mars 2013

Photo : Henry Kissinger et le général Jorge Videla (1970)

UNCLASSIFIED 8/3/76
 DEPARTMENT OF STATE
 Washington, D.C. 20520

7616677
 ARA R
 AUG 5 1976
 A0003A

JMW:
 FROM: The Secretary
 ARA - Harry W. Shlaudeman

ARA Monthly Report (July)
 The "Third World War" and South America

The military regimes of the southern cone of South America see themselves as embattled:

- on one side by international Marxism and its terrorist exponents, and
- on the other by the hostility of the uncomprehending industrial democracies misled by Marxist propaganda.

In response they are banding together in what may well become a political bloc of some cohesiveness. But, more significantly, they are joining forces to eradicate "subversion", a word which increasingly translates into non-violent dissent from the left and center left. The security forces of the southern cone

- now coordinate intelligence activities closely;
- operate in the territory of one another's countries in pursuit of "subversives";
- have established Operation Condor to find and kill terrorists of the "Revolutionary Coordinating Committee" in their own countries and in Europe. Brazil is cooperating short of murder operations.

by: () In Part (X) In Full
 by as () Extend as () Downgrade to
 Declassify on Reason



La junte militaire menée par le général Jorge Videla, a été responsable d'un nombre incalculable d'assassinats, incluant des prêtres et des religieuses qui s'opposaient au régime militaire qui a suivi le coup d'État du 24 mars 1976, appuyé par la CIA, et renversé le gouvernement d'Isabel Peron :

“Videla était l'un des généraux condamnés pour crimes contre l'humanité, dont des “disparitions”, de la torture, des meurtres et des enlèvements. En 1985, Videla a été condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité à la prison militaire de Magdalena.”

Wall Street et le programme économique néolibéral



Une des nominations clef de la junte militaire, (ordonnée par Wall Street) a été le ministre de l'économie, **Jose Alfredo Martinez de Hoz**, un membre du monde des affaires argentin et un ami proche de David Rockefeller. (Voir la photo plus bas,

(photo: de gauche à droite: Jose Alfredo Martinez de Hoz, David Rockefeller et le général Jorge Videla.)

L'ensemble des politiques macro-économiques néolibérales adopté sous Martinez de Hoz était la copie conforme de celui imposé en octobre 1973 au Chili par la dictature de Pinochet et conseillé par les “Chicago Boys”, après le coup d'État du 11 Septembre 1973 et l'assassinat du président Salvador Allende.

Les salaires ont immédiatement été gelés par décret. Le véritable pouvoir d'achat a chuté de plus de 30 % en moins de trois mois en Argentine, suivant le coup d'état du 24 mars 1976 (estimation de l'auteur à Cordoba, Argentine en Juillet 1976). La population argentine a été appauvrie.

Sous la direction du ministre de l'Économie Jose Alfredo Martinez de Hoz, la

politique monétaire de la banque centrale a été en grande partie déterminée par Wall Street et le FMI. Le marché des devises a été manipulé. Le peso argentin a été délibérément surévalué, menant à une dette extérieure insurmontable. L'économie nationale en entier a été précipitée à la faillite.

Wall Street et la hiérarchie de l'église catholique

Wall Street appuyait fermement la junte militaire qui menait la « sale guerre » pour son compte. La hiérarchie de l'église catholique a quant à elle joué un rôle central en soutenant la légitimité de la junte militaire.

La Compagnie de Jésus qui représentait la faction conservatrice, aussi la plus influente de l'église catholique et étroitement associée aux élites économiques argentines, appuyait fermement la junte militaire contre les soi-disant « gauchistes » du mouvement péroniste.

« La sale guerre » : Allégations contre le cardinal Jorge Marion Bergoglio



La condamnation de la dictature militaire (y compris sa violation des droits humains) était tabou au sein de l'Église catholique. Alors que les hauts échelons de l'Église soutenaient la junte militaire, sa base était fortement opposée à l'imposition d'un régime militaire.

En 2005, l'avocat des droits de l'Homme Myriam Bregman intenté des poursuites contre le cardinal Jorge Marion Bergoglio, l'accusant de conspiration avec la junte militaire dans l'enlèvement de deux prêtres jésuites en 1976.

Plusieurs années plus tard, les survivants de la « guerre sale » ont accusé publiquement le cardinal Jorge Bergoglio de complicité dans le rapt des prêtres Francisco Jalics et Orlando Yorio Several, et de six membres de leur paroisse. ([El Mundo, 8 novembre 2010](#))

Bergoglio, qui était à cette époque « Provincial » pour la Compagnie de Jésus, avait ordonné à deux prêtres jésuites étiquetés « gauchistes » de « quitter leur travail pastoral » (ils ont été congédiés) à la suite de divisions au sein de la Compagnie de Jésus relativement au rôle de l'Église catholique et de ses relations avec la junte militaire.

Alors que les deux prêtres Francisco Jalics et Orlando Yorio, enlevés par les escadrons de la mort en mai 1976 ont été relâchés cinq mois plus tard après avoir été torturés, six autres personnes liées à leur paroisse enlevées dans le cadre de la même opération sont « disparus » (desaparecidos), dont quatre professeurs de la

paroisse et deux de leurs maris.

Lorsqu'il a été relâché le prêtre Orlando Yorio a « accusé **Bergoglio de les avoir livrés aux escadrons de la mort [incluant six autres personnes]** Jalics a refusé de discuter de la plainte après s'être retiré dans un monastère allemand ». ([Associated Press](#), 13 mars 2013, c'est l'auteur qui souligne.)

Parmi ceux « disparus » aux mains des escadrons de mort figuraient Mónica Candelaria Mignone, fille du fondateur du CELS (Centro de Estudios Legales y Sociales) Emilio Mignone, et María Marta Vázquez Ocampo, fille de la présidente de Madres de Plaza de Mayo, Martha Ocampo de Vázquez. ([El Periodista Online](#), mars 2013.)

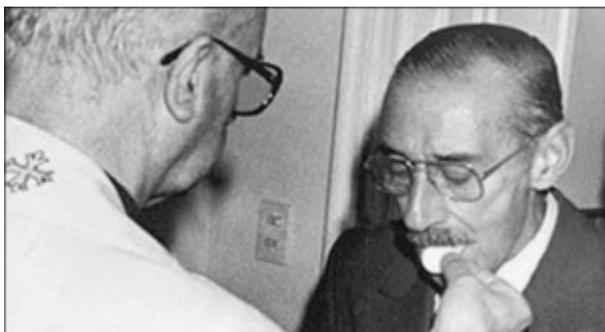


María Marta Vázquez, son mari César Lugones (photo à droite) et Mónica Candelaria Mignone prétendent « **livrés aux escadrons de la mort** » par le **Provincial jésuite** Jorge Mario Bergoglio sont parmi les milliers de *desaparecidos* de la « guerre sale » en Argentine soutenue clandestinement par Washington sous l'opération Condor ([Voir memorialmagro.com.ar](#)).

Durant le procès initié en 2005,

« Bergoglio [le pape François] a invoqué à deux reprises son droit en vertu de la loi argentine de refuser d'apparaître devant la cour et lorsqu'il a finalement témoigné en 2010, ses réponses étaient évasives: "Bergoglio était directement impliqué dans au moins deux dossiers. L'un examinait la torture de deux de ses prêtres jésuites, Orlando Yorio et Francisco Jalics, enlevés en 1976 des bidonvilles où ils professaient la théologie de la libération. Yorio a accusé Bergoglio de les avoir livrés aux escadrons de la mort... en refusant de dire au régime qu'il cautionnait leur travail. Jalics a refusé de discuter de l'affaire après s'être retiré dans un monastère en Allemagne." » ([Los Angeles Times, 1er avril 2005](#).)

« **La communion pour les dictateurs** »



Les accusations à l'endroit de Bergoglio relativement aux enlèvements des deux prêtres jésuites et de six paroissiens ne sont que la pointe de l'iceberg. Si Bergoglio était une figure importante de l'Église catholique, il n'était certainement pas le seul à appuyer la junte militaire.

D'après l'avocate Myriam Bregman: « Les propres déclarations de Bergoglio

prouvent que **les représentants officiels de l'Église savaient depuis le début que la junte torturait et tuait ses citoyens et approuvaient toute de même publiquement les dictateurs.** La dictature n'aurait pas pu opérer de cette façon sans ce soutien clé. » ([Los Angeles Times, 1er avril 2005.](#))

Photo : Prêtre (non-identifié) donnant la communion à Videla. Date inconnue. Source : AFP ?

Toute la hiérarchie catholique était derrière la dictature militaire appuyée par les États-Unis. Il convient de rappeler que le 23 mars 1976, à la veille du coup militaire :

« **Videla et d'autres comploteurs ont reçu la bénédiction de l'archevêque de Paraná, Adolfo Tortolo, qui a aussi été vicaire des forces armées.** Le jour même de la prise de pouvoir, les dirigeants militaires ont eu une longue réunion avec les dirigeants de la conférence épiscopale. En sortant de cette réunion l'archevêque Tortolo a déclaré que même si "l'Église a sa propre mission spécifique [...] dans certaines circonstances elle ne peut pas s'abstenir de s'impliquer dans des questions même si elles concernent spécifiquement l'ordre de l'État". **Il a incité les Argentins à "coopérer de manière positive" avec le nouveau gouvernement.** » ([The Humanist.org](#), janvier 2011, c'est l'auteur qui souligne.)

En entrevue avec El Sur, le général Jorge Videla, lequel purge actuellement une sentence à vie pour crimes contre l'humanité, a confirmé

« avoir **informé la hiérarchie catholique des politiques de "disparition" des opposants politiques du régime et que les chefs catholiques donnaient des conseils sur la "gestion" de la politique.**

Jorge Videla a dit qu'il avait eu de « nombreuses conversations » avec la primauté en Argentine, le cardinal Raúl Francisco, à propos de la guerre sale de son régime contre les activistes de gauche. Il a dit que des discussions avaient également eu lieu avec d'autres évêques de haut rang de la conférence épiscopale ainsi qu'avec le nonce national de l'époque Pio Laghi.

"Ils nous ont conseillés sur la façon de gérer la situation", a dit Videla » (Tom Henningan, [Former Argentinian dictator says he told Catholic Church of disappeared](#), *Irish Times*, 24 juillet 2012, c'est l'auteur qui souligne.)

Il est important de signaler que selon une déclaration de l'archevêque Adolfo Tortolo datant de 1976, l'armée consultait toujours un membre des autorités catholiques lorsqu'un membre de la base du clergé était « arrêté ». Cette déclaration a été faite spécifiquement à propos de l'enlèvement des deux prêtres jésuites dont les activités pastorales étaient sous la direction du Provincial de la Compagnie de Jésus, Jorge Mario Bergoglio. ([El Periodista Online](#), mars 2013).

En soutenant la junte militaire, les autorités catholiques étaient complices de torture et de massacres : [on estime que 22 000 personnes ont été tuées ou portées disparues entre 1976 et 1978](#) Des milliers d'autres victimes ont été tuées entre 1978 et 1983, lorsque l'armée a été chassée du pouvoir." ([National Security Archive](#), mars 23, 2006)

Le rôle du Vatican



Sous les règnes des papes Paul IV et Jean-Paul II, le Vatican apporté un appui clé à la junte militaire argentine.

Pio Laghi, le nonce apostolique du Vatican en Argentine, a admis « avoir fermé l'œil » sur la torture et les massacres.

Laghi avait des liens personnels avec des membres de la junte militaire au pouvoir, dont le général General Jorge Videla et l'**amiral Emilio Eduardo Massera**.

(**Voir l'image à gauche.** Le nonce du Vatican Pio Laghi et le général Jorge Videla)

L'amiral Emilio Massera en liaison étroite avec ses responsables étasuniens était le cerveau de la « Guerra Sucia ». Sous les auspices du régime militaire il a établi :

« un centre d'interrogation et de torture à La Escuela de Mecánica de la Armada (école de mécanique de la Marine ou ESMA [près de Buenos Aires.] Il s'agissait d'un établissement sophistiqué à usage multiple et crucial dans le **plan militaire d'assassinat d'environ 30 000 "ennemis de l'État"** [...].Des milliers de détenus d'ESMA, dont deux religieuses françaises, ont été impitoyablement et régulièrement torturés avant d'être tués et jetés du haut d'un avion dans la rivière Plata.

Massera, le membre le plus puissant du triumvirat **a fait de son mieux pour maintenir ses liens avec Washington. Il a participé au développement du plan Condor, un projet de collaboration visant à coordonner le terrorisme pratiqué par les régimes militaires sud-américains.** (Hugh O'Shaughnessy, [Admiral Emilio Massera: Naval officer who took part in the 1976 coup in Argentina and was later jailed for his part in the junta's crimes](#), The Independent, 10 novembre 2010, c'est l'auteur qui souligne.)



Des reportages confirment que le représentant du Vatican Pio Laghi et Emilio Massera étaient amis.

Photo à droite : L'amiral *Emilio Massera*, architecte de la "Guerre Sale" reçoit le Pape Paul VI au Vatican)

L'Église catholique: En Argentine et au Chili

Il convient ici de noter que lors du coup d'État militaire au Chili le 11 septembre 1973, le cardinal de Santiago, Raul Silva Henriquez, a condamné ouvertement la junte militaire dirigée par le général Augusto Pinochet. Contrairement à l'Argentine, cette prise de position ferme des autorités catholiques au Chili a grandement contribué à restreindre la vague d'assassinats politiques et de violations des droits de l'Homme contre les sympathisants de Salvador Allende et les opposants du régime militaire.

L'homme derrière le comité oecuménique Pro-Paz était le cardinal Raúl Silva Henríquez. Peu après le coup, Silva [...] est devenu un « upstander », un terme que l'activiste Samantha Power a inventé pour distinguer des badauds ceux qui tiennent tête à l'injustice, souvent à leurs risques et périls.

[...] Peu après le coup, Silva et d'autres chefs de l'Église ont publié une déclaration condamnant les bains de sang et exprimant leur chagrin. Cela a été un point tournant pour de nombreux membres du clergé chilien [...] Le cardinal a visité le Stade national et, choqué par l'ampleur de la répression gouvernementale, a ordonné à ses assistants de commencer à collecter des informations auprès des milliers de fidèles qui allaient chercher refuge à l'Église.

Les actions de Silva ont mené a un conflit ouvert avec Pinochet qui n'a pas hésité à menacer l'Église et le Comité Pro-Paz. ([Taking a Stand Against Pinochet: The Catholic Church and the Disappeared](#) pdf)

Si Jorge Mario Bergoglio avait pris une position semblable à celle du cardinal Raul Silva Henriquez au Chili, des milliers de vies auraient été sauvées.

L'Opération Condor et l'Église catholique

L'élection du cardinal Bergoglio par le conclave du Vatican pour servir l'Église en tant que pape François aura des répercussions immédiates sur le procès de l'opération Condor en cours à Buenos Aires.

L'Église était impliquée par son appui à la junte militaire. Cela émergera durant les audiences. Il ne fait aucun doute que l'on tentera d'occulter le rôle des autorités de l'Église catholique ainsi que le rôle du nouveau pape François, chef l'ordre des jésuites en Argentine pendant la dictature militaire.

Jorge Mario Bergoglio: « Le pape de Washington au Vatican » ?

L'élection du pape François a de vastes implications géopolitiques pour toute la région de l'Amérique latine.

Dans les années 1970, Jorge Mario Bergoglio soutenait une dictature militaire appuyée par les États-Unis.

Les autorités catholiques en Argentine soutenaient le gouvernement militaire. Le programme de torture, d'assassinats et de disparition de milliers d'opposants politiques était coordonné par Washington dans le cadre de l'« opération Condor » de la CIA.

Les intérêts de Wall Street étaient maintenus par José Alfredo Martínez de Hoz au ministère de l'Économie.

L'Église catholique en Amérique latine a une grande influence politique. Elle a aussi un pouvoir sur l'opinion publique. Les architectes de la politique étrangère étasunienne le savent.

En Amérique latine, où de nombreux gouvernements défient maintenant l'hégémonie américaine, on pourrait s'attendre, au vu des antécédents de Bergoglio, à ce que le nouveau pontife François, en tant que chef de l'Église catholique, joue *de facto* un rôle politique clandestin pour Washington.

Avec Jorge Marion Bergoglio comme pape au Vatican, un homme qui a servi fidèlement les intérêts américains à l'apogée du général Jorge Videla, les autorités de l'Église catholique en Amérique latine peuvent à nouveau être manipulées efficacement afin de miner les gouvernements « progressistes » (de gauche), non seulement en Argentine (le gouvernement de Cristina Kirchner), mais dans la région entière, au Venezuela, en Equateur et en Bolivie.

L'installation d'un pape « pro-étasunien » s'est produite une semaine après la mort du président Hugo Chavez.

« Changement de régime » au Vatican

Le département d'État fait régulièrement pression sur les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies dans le but d'influencer les votes des résolutions.

Des opérations clandestines et des campagnes de propagande sont appliquées régulièrement par les États-Unis afin d'influencer des élections nationales dans différents pays à travers le monde.

La CIA a des liens secrets de longue date avec la Vatican

Le gouvernement étasunien a-t-il essayé d'influencer l'élection du nouveau pontife ? Fermement engagé à servir les intérêts de la politique étrangère des États-Unis en Amérique latine, Jorge Mario Bergoglio était le candidat favori de Washington.

Est-ce que Washington a secrètement exercé des pressions, directes ou indirectes, au sein de l'Église catholique, sur les 115 cardinaux membres du conclave du Vatican ?

Note de l'auteur:

Dès le début du régime militaire de 1976, j'étais un professeur invité au Social Policy Institute de l'Universidad Nacional de Cordoba en Argentine. Mon sujet de recherche principal était à ce moment là, l'étude des impacts des réformes macroéconomiques dévastatrices adoptées par la junte militaire.

J'enseignais à l'université de Cordoba pendant la vague initiale d'assassinats, qui ciblait aussi les membres progressistes du clergé catholique.

La ville industrielle de Cordoba était le centre du mouvement de résistance. J'ai été témoin de l'appui actif et régulier des autorités catholique à la junte militaire, créant ainsi une atmosphère d'intimidation et de peur à travers le pays. Le sentiment général à cette époque était que les Argentins avaient été trahis par les échelons supérieurs de l'église catholique.

Trois ans plus tôt, au moment du coup d'État militaire au Chili le 11 septembre 1973, ayant mené au renversement du gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende, j'étais professeur invité à l'Institut Économique de l'Université catholique du Chili à Santiago.

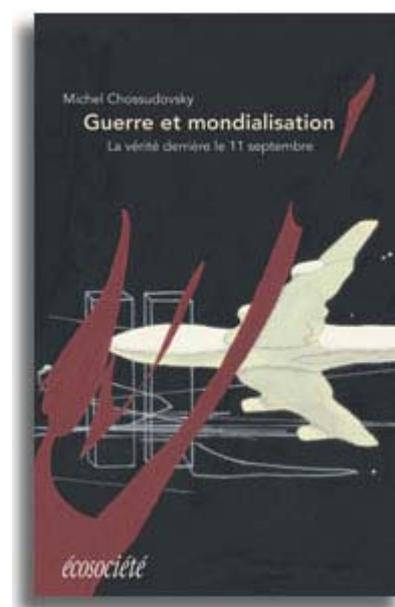
Immédiatement après le coup au Chili, j'ai vu comment le cardinal de Santiago, Raul Silva Henríquez, agissant au nom de l'Église catholique, a confronté la dictature militaire.

Michel Chossudovsky

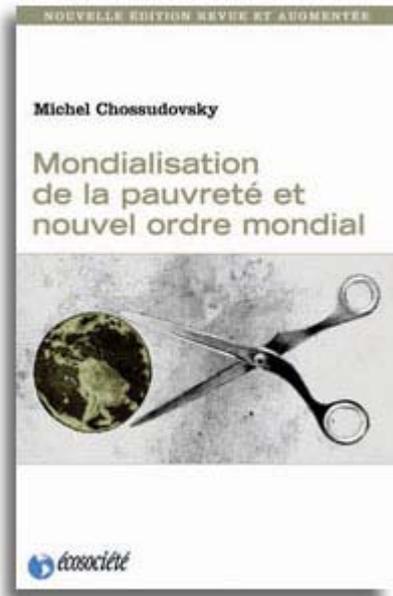
Article original: ["Washington's Pope"? Who is Pope Francis I? Cardinal Jorge Mario Bergoglio and Argentina's "Dirty War"](#), publié le 14 mars 2013

Traduction: Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).



[Guerre et mondialisation](#)



[Mondialisation de la pauvreté.](#)

Copyright © 2013 Global Research